

# LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'ADMINISTRATION OBAMA : CONTINUITÉS ET CONTRAINTES

PIERRE GUERLAIN \*

*Contrairement aux attentes de nombreux citoyens américains et habitants de toute la planète, Obama n'a pas beaucoup infléchi la politique étrangère américaine. Son élection avait suscité des espoirs démesurés et créé un genre de culte de la personnalité dans certains secteurs de l'opinion, mais le président américain est pris, de son plein gré, dans des structures de pouvoir très stables et a donc une marge de manœuvre fort réduite pour changer les choses. Avec Obama, comme avec son prédécesseur, les observateurs, y compris les spécialistes des relations internationales, ont souvent oublié les aspects systémiques de la prise de décision et préféré la psychologisation à l'analyse structurelle. L'oligarchie américaine n'est pas réductible à son seul président.*

Nous pouvons avoir la démocratie dans ce pays ou nous pouvons avoir une grande richesse concentrée dans les mains de quelques-uns, mais nous ne pouvons avoir les deux.

Louis Brandeis \*\*

For power is not of a man.  
(Le pouvoir n'est pas celui d'un homme seul.)  
C. Wright Mills \*\*\*

L'élection d'un président démocrate noir avait soulevé un grand enthousiasme et des commentaires médiatiques fort favorables aux États-Unis, mais encore plus partout ailleurs dans le monde. Ce président avait le mérite de ne pas être

---

\* UNIVERSITÉ PARIS-OUEST-NANTERRE

\*\* Juge à la Cour suprême entre 1916 et 1939. « We can have democracy in this country, or we can have great wealth concentrated in the hands of a few, but we can't have both. »

\*\*\* *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956, p. 10-11

George W. Bush, président honni dans presque tous les pays du monde, principalement pour avoir déclenché deux guerres, l'une en Afghanistan en 2001 en représailles, selon lui, aux attaques du 11 septembre 2001, et l'autre en Irak, sous un prétexte qui s'avéra très vite fallacieux (la présence d'armes de destruction massive jamais trouvées sur le sol irakien). Il avait fait une campagne astucieuse et efficace qui lui avait permis de battre sa rivale Hillary Clinton lors des primaires démocrates, puis John McCain, le candidat républicain qui paraissait trop proche de Bush et dont la colistière, Sarah Palin, avait montré sa grande ignorance et son esprit guerrier. L'enthousiasme était très marqué, non seulement dans la communauté noire mais aussi chez les jeunes qui avaient utilisé les réseaux sociaux pour faire campagne pour le candidat. Celui-ci se présentait comme un opposant à la guerre en Irak, dont il disait qu'elle était une erreur (mais pas une faute morale). En dehors des États-Unis, l'« obamamania » était d'autant plus forte que l'administration Bush avait soit attaqué soit marginalisé un pays ou une raison. En France, une partie de la droite, contrairement à la droite américaine, participait de cet enthousiasme vis-à-vis de la personne du président américain.

Obama avait promis de fermer la prison américaine sur la base de Guantanamo et de mettre fin à la guerre en Irak. Tout semblait annoncer un virage important dans la politique étrangère américaine, et le commentaire médiatique dominant annonçait, non seulement une Amérique post- raciale, mais aussi une Amérique qui privilégierait la diplomatie et ne partirait plus en guerre dite préemptive ou préventive.

Trois ans après l'entrée en fonction du président Obama, l'enthousiasme mondial est fortement retombé et une question préoccupe les esprits : pourquoi la politique étrangère des États-Unis a-t-elle si peu changé alors que le président actuel est différent, plus intelligent, plus informé sur le monde et appartient à une minorité ethnique, ce qui devrait lui permettre de mieux appréhender le monde non-occidental ?

Les signes de continuité avec les gouvernements précédents abondent : Obama a choisi de garder Robert Gates comme ministre de la Défense alors qu'il avait déjà servi à ce poste dans le gouvernement Bush après 2006, symbole fort s'il en est. Sur le plan intérieur, Obama avait choisi, comme le demandait George W. Bush, de voter fin 2008 le plan de sauvetage des banques, pourtant responsables de la crise financière. Il n'a pas fermé Guantanamo. Au contraire, il a autorisé, le 7 mars 2011, la reprise des procès devant des tribunaux militaires qu'il avait

bloqués en janvier 2009. Des drones américains continuent à tuer principalement des innocents en Afghanistan, au Yémen et au Pakistan. Obama ne s'était pas exprimé lors de l'offensive israélienne à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009—alors qu'il était déjà l'élu de la nation américaine mais n'avait pas encore pris ses fonctions—en arguant du fait que les États-Unis ne sauraient avoir qu'un président à la fois. Après une timide tentative d'obtenir d'Israël la fin des colonies juives illégales en Cisjordanie (que les médias américains appellent *settlements* c'est-à-dire implantations), Obama n'a pas fait progresser le dossier de la paix entre Palestiniens et Israéliens, semblant débordé par le Premier ministre d'Israël, Netanyahu. Les documents révélés par *Wikileaks* indiquent plutôt que les États-Unis ont exercé des pressions sur les Palestiniens pour reprendre les pourparlers de paix. Par ailleurs, le gouvernement américain a proposé un marché à Israël dans lequel une extension de 90 jours de l'arrêt des constructions en Palestine serait récompensée par un veto systématique à l'ONU et des livraisons d'armes supplémentaires. Le 18 février 2011, les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU condamnant les colonies illégales—tout en expliquant que les États-Unis n'approuvaient pas ces colonies. Le président Obama a plusieurs fois fait référence au président Reagan comme source d'inspiration; en janvier 2011, il a chanté les louanges de ce président parmi les plus réactionnaires de la période d'après-guerre, en évoquant «l'optimisme» qui émanait de sa personnalité<sup>1</sup>. La déception des

<sup>1</sup> Citation du site Holmes and Company, daté du 17 février 2011: «Ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre, c'est que ce ne sont pas les mesures politiques de Reagan qu'Obama cherche à copier mais son appréhension de la politique. Ce n'est pas le conservatisme qui était la clé de son succès, se disent les démocrates. C'est son optimisme. Le succès de Reagan auprès des classes moyennes modérées était dû à sa personnalité pas à son idéologie.»  
<http://blogs.wickedlocal.com/holmesandco/2011/02/17/rethinking-reagan/>

Le magazine *Time*, daté du 27 janvier 2011, a consacré deux articles au rapprochement entre les styles et les politiques d'Obama et de Reagan pour s'en réjouir. Un article de Joe Klein intitulé, «Obama's SOTU Success: Making Democrats the Party of Optimism» et un autre signé par Michael Scherer et Michael Duffy, «The Role Model: What Obama Sees in Reagan». Noam Chomsky offre une analyse critique de ce qu'il appelle la «déification» de Reagan, président qui a cassé le mouvement syndical, dans un entretien sur *Democracy Now!*

électeurs progressistes qui avaient fait confiance à Obama en 2008, ou tout au moins voté contre son adversaire militariste, a conduit à une désaffection lors des élections de mi-mandat au Congrès, qui ont vu les républicains prendre 60 sièges aux démocrates à la chambre des représentants en novembre 2010. Il convient d'expliquer ce cycle d'enthousiasme et de désaffection et surtout l'apparente immobilité de la politique étrangère américaine, hormis quelques inflexions notables.

### Les malentendus initiaux

Dans le monde de la politique spectacle, qui n'a pas été inventé par le président américain actuel, les campagnes et débats politiques ont lieu sur une scène qui marginalise les vrais enjeux. Les oppositions sont présentées comme des conflits de personnalité et les élections sont réduites au modèle dit des « courses de chevaux », c'est-à-dire : sur quel cheval faut-il parier pour la victoire ? Les analyses médiatiques se focalisent sur les anecdotes, les caractéristiques psychologiques et l'appartenance ethnique ou « raciale » des candidats. Parmi les universitaires, il existe un clivage entre ceux qui ont une approche réaliste-machiavélienne, par exemple Kissinger aux États-Unis ou Hassner, Mélandri ou Laïdi en France, et ceux qui font une analyse éthique-progressiste comme Chomsky ou Zinn, aujourd'hui décédé. On peut aussi citer le travail de fond de Bertrand Badie qui s'intéresse au système international dans son ensemble sans focalisation sur les États-Unis <sup>2</sup>. D'autres ont des lunettes idéologiques très marquées à droite comme Huntington, aujourd'hui décédé, ou Kaspi en France. Le néoréalisme d'Obama s'inscrit dans la lignée de George Kennan qui, certes, était moins interventionniste que les « idéalistes wilsoniens » mais dont le cynisme machiavélien le conduisait à prôner tous les moyens pour assurer l'hégémonie américaine et le partage inégal des ressources <sup>3</sup>. Les approches

---

[http://www.democracynow.org/2011/2/17/democracy\\_uprising\\_in\\_the\\_usa\\_noam](http://www.democracynow.org/2011/2/17/democracy_uprising_in_the_usa_noam)

<sup>2</sup> Voir : *La Diplomatie de connivence, les dérives oligarchiques du système international*, Paris, La Découverte, 2011, dont le titre reflète bien le type d'analyse proposé.

<sup>3</sup> En 1948, il s'interrogeait pour savoir comment garder la disparité de richesses qui provoquait envie et ressentiment sans mettre en danger la sécurité des États-Unis.

[http://www.j-bradford-delong.net/movable\\_type/archives/000567.html](http://www.j-bradford-delong.net/movable_type/archives/000567.html)

systémiques qui analysent les sources de financement, l'histoire des idées en débat, ou l'état réel de l'économie et des finances du pays sont marginales, faites par des universitaires ou des intellectuels dissidents. Le fait qu'Obama soit noir, bien que non officiellement *African-American* puisque son père était kenyan et sa mère américaine blanche, a occupé la scène médiatique pendant toute la campagne qui a pris des allures de campagne antiraciste pour les partisans d'Obama. Ses opposants, mais pas son concurrent direct McCain, ont parfois mis en circulation des rumeurs racistes, par exemple en mettant en exergue les propos d'un pasteur noir dont il avait fréquenté l'église.

Cette focalisation sur la « race » d'Obama se comprend fort bien dans le contexte américain, où l'esclavage puis la ségrégation ont laissé des traces jusqu'à nos jours. La gauche américaine, souvent présente sur les campus, a choisi le multiculturalisme comme idéologie unificatrice mais un multiculturalisme qui a, en grande partie, marginalisé la question sociale et l'analyse en termes socio-économiques. Obama était donc un candidat antiraciste idéal et le fait que sa campagne était, pour une large part, financée par *Wall Street* a été oblitéré. Ses partisans ont insisté sur les multiples dons de gens ordinaires mais les décisions d'Obama lorsqu'il est arrivé au pouvoir montrent qu'il a récompensé *Wall Street* et oublié les jeunes enthousiastes qui avaient assuré son succès sur les réseaux sociaux ou sur le site *moveon.org*. Il a ainsi nommé Lawrence Summers et Timothy Geithner à des postes à responsabilité (respectivement, Directeur du Conseil économique national, ministre des Finances) alors qu'ils avaient favorisé la déréglementation bancaire et étaient impliqués dans la crise financière, comme le montre bien le film militant *Inside Job*. Obama a, par ailleurs, ouvert les portes de son gouvernement à la banque Goldman Sachs impliquée dans le scandale des prêts immobiliers<sup>4</sup>. Il s'est donc, sur le plan intérieur, coulé dans le moule du pouvoir des classes dominantes. Son appartenance ethnique ou raciale n'est pas d'un grand intérêt dans ce domaine. Dans la lutte des classes d'une férocité accrue depuis Reagan, Obama a pris parti pour la finance en modulant parfois son soutien aux élites par quelques mesures sociales timides. Il a participé au sauvetage des banques (*bail out*) mais pas à celui des millions d'Américains qui ont perdu leur maison dans la

---

<sup>4</sup> David Bromwich donne la liste des responsables ou conseillers embauchés et ceux qui ont été écartés dans un article au titre révélateur : « George W. Obama ?, Symptoms of the Bush-Obama Presidency », *The Nation*, 18 août 2011.

crise immobilière créée par ces mêmes banques. Il a donc, avec toute son équipe, parfaitement suivi le principe de privatisation des profits et de socialisation des pertes. La rupture entre Bush et Obama a surtout été rhétorique, mais parfois la continuité a accompagné une violation accrue du droit international (drones) et de la brutalité. Obama ne parle plus de la guerre contre la terreur, suivant en cela les conseils de John Brennan, mais la poursuit sur le terrain <sup>5</sup>.

Certes, Obama est pris dans le même réseau de financement que tous les candidats à la présidentielle américaine. Un président est un produit qui se vend et, sans ressources financières énormes, il est impossible d'arriver au pouvoir <sup>6</sup>. Ce que l'on appelle, dans la presse alternative de gauche, la « primaire cachée » correspond exactement à cette réalité : les candidats des deux grands partis sont en fait sélectionnés par leurs soutiens financiers avant même de concourir sérieusement sur la scène électorale. Obama ne pouvait être un candidat antisystème ou anti-établissement s'il voulait avoir une chance d'être élu. Pour le dire plus clairement, un candidat de gauche ou progressiste n'a pas les moyens financiers de faire une campagne nationale ou même régionale. Cet aspect systémique compte bien plus que l'appartenance raciale. Un candidat noir ou une femme peuvent aujourd'hui avoir des chances d'être élus mais pas un candidat désargenté. On a, dès le départ, trop souvent confondu antiracisme et politique économique et politique étrangère ou considéré l'antiracisme comme la totalité d'une idéologie progressiste. Obama s'est présenté comme le candidat anti-Bush et sa rhétorique était beaucoup plus lisse et intelligente que celle de son prédécesseur, mais il a donné des signes de continuité avant même d'être élu, comme lorsqu'il a évoqué l'exceptionnalisme américain ou parlé d'attaquer le Pakistan. Ce qu'il a d'ailleurs mis en pratique puisque les drones continuent en toute illégalité à tuer dans ce pays fort peu stable et doté de l'arme nucléaire et potentiellement beaucoup plus dangereux pour les intérêts américains que l'Iran.

---

<sup>5</sup> « A New Approach to Safeguarding Americans » [http://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-by-John-Brennan-at-the-Center-for-Strategic-and-International-Studies/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-John-Brennan-at-the-Center-for-Strategic-and-International-Studies/)

<sup>6</sup> Dès l'élection de Nixon en 1968, un auteur américain, Joe McGinniss, avait analysé dans *The Selling of the President*, New York, Simon & Schuster, 1968, les techniques de marketing pour vendre un président.

Un homme noir, intelligent, charismatique, qui a une famille multiraciale et multinationale et qui avait fréquenté une école publique où de nombreux élèves étaient musulmans en Indonésie, faisait peur à la droite raciste, mais rassurait les multiculturalistes et toute la gauche libérale (c'est-à-dire le centre gauche en termes européens). Candidat anti-Bush idéal, il fut choisi par les jurés du prix Nobel de la paix en 2009 pour toutes ces raisons. Américains comme citoyens, d'autres pays du monde ont voulu croire que toutes les pages sombres de l'histoire récente allaient être tournées : plus de guerre, de torture, de racisme, d'injustice. Obama fut présenté comme un homme providentiel, un héros solitaire qui allait changer la politique de son pays. La réduction du politique à la psychologisation était complète<sup>7</sup>. Rien de bien nouveau ou de spécifiquement américain dans ce phénomène.

On pourrait parler d'une certaine naïveté dans cette perception qui passait à côté des aspects systémiques du monde politique américain, une naïveté construite cependant. Les médias fonctionnent de telle façon que ce que l'on appelle la « culture de la célébrité » (ou *peoplisation*) en occupe presque tout l'espace. Les

---

<sup>7</sup> On trouvera une expression de ce phénomène dans un article récent d'Annick Cizel qui est fort documenté, mais dont l'optimisme irénique est étonnant : « L'affirmation du *leadership présidentiel* et d'une capacité personnelle à concrétiser l'agenda social intérieur augure en effet la projection d'un modèle américain renouvelé et apaisé au dehors, et renforce le poids d'un choix stratégique en contrepoint à la première décennie de ce siècle, celui de la diplomatie par l'exemple. » (« Le "nouveau commencement" de la politique étrangère américaine : entre changement et continuités ». In Anne-Deysine (dir.) *États-Unis; Une nouvelle donne*, Paris, La Documentation française, 2010, p. 154). Les analyses fondées sur le discours qui ne font pas de place à l'éthique sont incomplètes. On cherchera en effet longtemps avant de trouver ce « modèle américain renouvelé et apaisé au dehors ».

Le livre fort bien écrit et documenté de Zaki Laïdi, *Le Monde selon Obama*, Paris, Stock, 2010, est écrit dans la même veine, qui est celle du réalisme à la Kennan. L'auteur fait d'Obama un néoréaliste mais il évoque à peine le conflit israélo-palestinien ou les puissances d'argent. Comme Obama il pense que la démocratie en Iraq, en Palestine ou en Afghanistan n'est pas forcément une bonne idée. Le politiste présente les discours d'Obama de façon fort cordiale, comme en témoigne la dernière phrase de la conclusion : « La puissance américaine démontre plus que jamais sa capacité à se réinventer tout en essayant de rester fidèle à ses valeurs, à ses intérêts et à ses tropismes. » (p. 260).

débats sur la race d'Obama ou son deuxième prénom (Hussein) ont donné lieu à un fort beau discours du candidat à Philadelphie en mars 2008, à des attaques indécentes chez les républicains et parfois même à des insinuations chez certains démocrates alors en campagne contre lui. Ils ont cependant marginalisé les débats sur la question sociale, le financement des campagnes, la politique étrangère. Celle-ci ne mobilise pas l'électorat, sauf en cas de guerre qui affecte le pays. Or les États-Unis étaient en guerre, impliqués dans deux conflits choisis au moment des élections. Obama, bien qu'il se soit démarqué de son rival encore plus va-t-en-guerre que lui, n'a pas présenté de véritable plan pour mettre un terme au conflit en Afghanistan. Il s'est rallié à la doctrine de la contre-insurrection (*counter-insurgency*) qui a fait les preuves de son inefficacité (en Algérie par exemple durant la guerre d'indépendance) et a toujours causé la mort de nombreux civils considérés comme des « dommages collatéraux », en bon langage orwellien. C'est l'actuel responsable des forces américaines en Afghanistan, Petraeus, qui a rédigé le manuel de référence en matière de contre-insurrection et doit prendre la tête de la CIA.

Il serait quelque peu erroné de dire qu'Obama a trahi ses promesses en politique étrangère, car il a adapté ses discours à ses auditoires et joué à la fois sur son opposition toute relative à la guerre en Irak et sur sa fermeté face au terrorisme et aux Afghans en lutte contre les États-Unis. Il a été très peu question de la base de Bagram où l'on torturait sous la présidence Bush et où les choses n'ont, semble-t-il, pas changé actuellement. Obama est en ce sens un homme politique classique qui a su raconter une histoire convaincante au sens de Christian Salmon<sup>8</sup>. Il a été perçu par ses critiques comme « *a man for all seasons* », c'est-à-dire un opportuniste<sup>9</sup>. Le multiculturalisme a conduit un grand nombre d'Américains progressistes à ne pas s'interroger sur la fabrication de la légende du candidat. D'autres, minoritaires, étaient conscients de choisir le moindre mal en votant pour lui. Obama faisait partie depuis le début de l'aile gauche du parti des affaires, le seul parti américain, selon Gore Vidal, qui ne voyait dans les années 1970 que peu de différences entre

<sup>8</sup> *Storytelling. La Machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2007.

<sup>9</sup> Paul Street, *Barack Obama and the Future of American Politics*, Boulder, CO: Paradigm Publishers, 2008.

républicains et démocrates <sup>10</sup>. Il avait été très explicite dans son livre autobiographique *The Audacity of Hope (L'Audace d'espérer, une nouvelle conception de la politique américaine)* : « Plutôt que vilipender les riches, nous les considérons comme des modèles à suivre et notre mythologie est remplie d'histoires d'hommes qui ont réussi » (p. 149). Puis plus loin « Notre plus grande force est notre système d'organisation sociale, un système qui depuis des générations encourage l'innovation, l'initiative individuelle et l'allocation de ressources de façon efficace » <sup>11</sup>.

Ainsi les choses étaient claires. Charisme, intelligence, voire charme, sympathie et beauté ne faisaient pas d'Obama un homme politique différent ou progressiste et il n'est pas étonnant qu'il ait fait référence à Reagan à plusieurs reprises. Au moment des élections de 2000, Justin Vaïsse avait expliqué, longtemps avant le vote, qu'il ne fallait pas attendre de grands changements en politique étrangère, que Bush ou Gore soient élus, car le président a des marges de manœuvre étroites <sup>12</sup>. Gore n'aurait peut-être pas fait la guerre en Irak cependant. Vaïsse insistait surtout sur le jeu du pluralisme américain et peu sur les forces d'argent. Les facteurs qui expliquent la continuité sont restés semblables depuis l'arrivée au pouvoir d'Obama et il était quelque peu irréaliste d'espérer des changements profonds dans la politique étrangère des États-Unis <sup>13</sup>.

## La politique étrangère des États-Unis plutôt que celle d'Obama

Le président Bush avait déclaré que c'était lui qui décidait (*I'm the decider*) mais l'on sait que ce président ne lisait ni la

<sup>10</sup> « Il n'y a qu'un parti aux États-Unis, le parti de la propriété », Gore Vidal, *Matters of Fact and of Fiction: Essays 1973–1976*, New York, Random House, 1977, p. 268.

<sup>11</sup> Ma traduction à partir de : *The Audacity of Hope, Thoughts on Reclaiming the American Dream*, New York, Crown Publishers. Obama se place dans le sillage de Calvin Coolidge dont on connaît la phrase célèbre : « L'affaire la plus importante des Américains, ce sont les affaires » (the chief business of the American people is business).

<sup>12</sup> Justin Vaïsse, « Qui gouverne à Washington ? » *Politique internationale*, hiver 1999-2000, n° 86, pp. 307-327.

<sup>13</sup> On pourra consulter l'excellent ouvrage de Philip Golub sur l'histoire de la politique étrangère américaine depuis ses débuts : *Power, Profit and Prestige; A History of American Imperial Expansion*, Londres, Pluto Press, 2010.

presse, ni de livres et que souvent ses décisions étaient préparées par des conseillers comme Karl Rove ou le vice-président. Les décisions de n'importe quel président sont des décisions collectives assumées par le chef de l'exécutif, dont la personnalité et le savoir-faire politique ne sont pas sans importance, mais ne sont pas non plus les seuls facteurs. Les lignes de force de la politique étrangère américaine sont restées les mêmes entre George W. Bush et Obama : maintien si possible de l'hégémonie appelée *leadership* en gênant l'émergence de rivaux potentiels, soutien quasi inconditionnel à Israël, contrôle de l'accès aux ressources naturelles comme le pétrole.

Ayant gardé Gates comme ministre de la Défense, Obama ne voulait pas changer de façon drastique la politique américaine dite réaliste, définie à partir de 2006. Il souhaitait un retrait partiel d'Irak qui eut lieu en août 2010 alors que 50 000 soldats restaient sur place ainsi qu'un nombre inconnu de membres de milices privées américaines. Retrait qui eut lieu après la signature de contrats néolibéraux concernant l'exploitation pétrolière de ce pays. Il n'y a donc pas eu de massacres comme à Fallujah en 2004 mais, au contraire, un transfert d'effectifs entre l'Irak et l'Afghanistan, la « bonne » guerre que Bush aurait délaissée, selon Obama, pour mener la « mauvaise » guerre en Irak.

Il est significatif que l'annonce d'envois de troupes supplémentaires ait été faite peu de temps avant le discours d'Oslo que le président a prononcé lors de la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix en décembre 2009. Dans ce discours, Obama parle de « guerre juste », un concept qui a une longue histoire, qui remonte jusqu'à Cicéron et Saint Augustin. La référence à la « guerre juste » sert principalement de justification des guerres à Obama, pour légitimer l'action des États-Unis. Cependant, il cite aussi Martin Luther King et notamment le discours d'Oslo du leader des droits civiques lorsque celui-ci avait obtenu ce même prix Nobel de la paix en 1964. La citation de King renvoie à l'histoire d'un long combat mené contre la violence raciste américaine, puis contre la guerre du Vietnam. Tous les ingrédients d'une rhétorique subtile pour se couler dans les structures du pouvoir, tout en donnant l'impression d'être un rebelle sont présents. Obama revendique l'héritage de M.L. King, sans lequel il n'aurait pu devenir président, pour le trahir dans le même temps. Il fait de Gandhi et King des sources d'inspiration et des modèles mais pour mieux justifier la guerre dite « juste » et la violence que précisément ces leaders non violents combattaient. Enfin, avant de quitter la rhétorique, on peut se demander comment un intellectuel intelligent et

cultivé, ce qu'est assurément Obama, peut se réclamer à la fois de M.L. King et de Reagan. La réponse est claire et ne date pas de l'arrivée d'Obama au pouvoir : les discours font écran plus qu'ils ne décrivent les politiques. Fumée et brouillard qu'il s'agit de dissiper pour comprendre.

Ayant gardé Robert Gates comme ministre de la Défense alors que celui-ci avait servi dans l'administration supposée être l'antithèse de celle d'Obama, le président américain a bien continué sur la lancée de son prédécesseur. Il n'a pas fermé Guantanamo comme il l'avait promis ; le *Patriot Act* est toujours en vigueur tout comme les écoutes illégales de citoyens américains ; le conflit israélo-palestinien est embourbé dans les mêmes impasses. Obama et sa ministre des Affaires étrangères, M<sup>me</sup> Clinton, n'ont pas obligé Israël à cesser ses constructions illégales en Palestine, ils ont fait pression pour que le rapport Goldstone ne soit pas discuté par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ce rapport, rédigé sous la direction de Richard Goldstone, juriste sud-africain, juif et sioniste selon sa propre description, établissait les violations du droit international par, disait-il, les deux parties et notamment l'utilisation de phosphore blanc par les forces armées israéliennes qui n'avaient jamais rencontré de combattants face à elles <sup>14</sup>. La brutalité ordinaire de l'armée israélienne est connue et un document intitulé *Briser le silence*, constitué de témoignages de soldats, en donne une idée très claire <sup>15</sup>. Obama, qui semblait être plus critique vis-à-vis d'Israël que Bush, a très vite suivi la même ligne. Il a offert, fin 2010, des livraisons d'armes à Israël et lui a promis un veto à l'ONU à toutes les décisions qu'Israël jugerait anti-israéliennes pour faire revenir ce pays dans les négociations avec les Palestiniens. Israël a refusé cette offre très généreuse pour ce pays mais inique pour la partie palestinienne. Ces négociations n'aboutissent jamais à un arrêt des colonies ni

---

<sup>14</sup> On peut télécharger une version pdf de ce rapport en français sur le site de *l'Union juive pour la Paix*. <http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=600>

Le juge Goldstone a ensuite, dans le *Washington Post* du 1<sup>er</sup> avril 2011, corrigé son rapport en prenant un point de vue plus pro-israélien. [http://www.washingtonpost.com/opinions/reconsidering-the-goldstone-report-on-israel-and-war-crimes/2011/04/01/AFg111JC\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/opinions/reconsidering-the-goldstone-report-on-israel-and-war-crimes/2011/04/01/AFg111JC_story.html)

<sup>15</sup> <http://www.scribd.com/doc/45787174/Breaking-the-Silence-Full-Book-ENG-Dec22-10-Occupation-of-the-Territories-Israeli-Soldier-Testimonies-2000-2010>

des constructions illégales à Jérusalem-est ; elles permettent à Israël de gagner du temps et de grignoter des terres palestiniennes de façon illégale non seulement au regard du droit international, mais souvent également des lois israéliennes. Obama bloque la manifestation de la vérité que favorise le rapport Goldstone mais récompense le gouvernement Netanyahu. Celui-ci est responsable de massacres à Gaza, continue de bâtir un mur de séparation qui permet l'annexion de terres palestiniennes, fait tirer sur des bateaux en route vers Gaza qui se trouvent dans les eaux internationales et viole la loi de façon répétée. Clairement, l'appartenance ethnique d'Obama et son second prénom n'ont rien à voir avec la poursuite de la même politique au Moyen-Orient. Tous les tenants des discours médiatiques ou universitaires qui ont utilisé cet angle d'approche pour expliquer la politique d'Obama se sont trompés ou ont délibérément changé le sujet. Le style Obama, plus lisse, sa personnalité et son intelligence n'ont pas joué un grand rôle dans la formulation de la politique étrangère <sup>16</sup>.

Certes, sur certains sujets comme les rapports avec la Russie ou, initialement avec l'Iran, Obama a semblé différer de façon significative de Bush. Sur l'Iran, Obama refuse une intervention armée, comme Bush avant lui, mais semble coopérer avec Israël et certains pays européens pour lancer des actions secrètes (virus informatiques, assassinats ciblés de scientifiques) visant à affaiblir le régime en place. Ce régime a truqué les résultats des élections en 2009 et est très contesté par sa population, donc n'est pas très sûr de lui ni très fort. Obama a finalement très vite choisi la même rhétorique que son prédécesseur.

Il a appelé à un nouveau départ avec la Russie (*reset*) et a finalement obtenu la ratification du traité de limitation des armes nucléaires (START II) le 22 décembre 2010. L'accord avec la Russie permet aux États-Unis de bénéficier d'une aide pour l'acheminement de ses armes en Afghanistan et supprime une source de friction au moment où la Chine devient le seul rival sérieux. Néanmoins l'administration Obama semble avoir fait un retour à la rhétorique de guerre froide vis-à-vis de la Russie et abandonné l'offre de dialogue. L'Europe n'intéresse pas beaucoup

---

<sup>16</sup> Voir une présentation succincte mais pertinente de la politique américaine vis-à-vis d'Israël : Immanuel Wallerstein, «The United States in the Middle East, The Evolution of Its Israeli Policy», *New Politics*, été 2008, vol. 11, n° 5, p. 59-66.

l'administration Obama, ce qui reflète la faiblesse de cette entité sur la scène internationale en dehors du champ de l'économie.

En Amérique latine, les mouvements de gauche qui sont arrivés au pouvoir ont contraint les États-Unis à réviser leur politique dans leur traditionnel pré carré, mais Obama a tenté d'influer sur Lula au Brésil ou a soutenu le coup d'État au Honduras en 2009 en suivant la pente habituelle des présidents précédents. Les évolutions en Amérique latine indiquent cependant que l'hégémonie américaine est plus fragile puisque les États-Unis ne peuvent obtenir les résultats qu'ils souhaitent dans cette partie du monde où ils ont longtemps soutenu les dictatures qui servaient leurs intérêts.

En ce qui concerne les relations avec la Chine, Obama continue également sur la lancée de Clinton et de Bush : quelques remarques sur les droits humains, une rencontre avec le dalaï-lama mais surtout des rapports économiques complexes car la Chine finance les déficits américains par l'achat de bons du trésor, est une alliée *de facto* des États-Unis sur le dossier nord-coréen mais bloque, avec la Russie, la pression sur l'Iran. Par ailleurs, la Chine avance ses pions en Afrique comme en Asie, alors que la puissance américaine est en retrait. La Chine est plus affirmée, voire agressive, sur la scène internationale, et les États-Unis tentent de créer une alliance avec l'Inde et le Vietnam pour contrecarrer cette puissance chinoise. Ils sont handicapés par le choix de leurs classes dirigeantes. En effet, un accord tacite existe entre capitalistes américains, comme les dirigeants de Walmart, et le parti communiste chinois pour fournir des produits bon marché aux consommateurs américains. Ces produits sont fabriqués dans des usines où l'exploitation des travailleurs (y compris au sens marxiste du terme) est patente, et l'importation américaine conduit au chômage des travailleurs américains et à la faillite d'un grand nombre de PME.

Il y a là un cas typique d'imbrication de la politique économique intérieure et de la politique étrangère. Orwell disait au début de la Seconde Guerre mondiale que la Grande-Bretagne capitaliste, et déjà société de consommation, n'avait pas le système économique qu'il fallait pour lutter efficacement contre les nazis<sup>17</sup>. Aujourd'hui, la ploutocratie américaine non seulement détruit des emplois et petites entreprises américaines et exploite des travailleurs asiatiques (avec la connivence des dirigeants

---

<sup>17</sup> George Orwell, « Shopkeepers At War ». *The Lion and the Unicorn: Socialism and the English Genius*, Londres, 19 février 1941.

chinois), mais elle contribue également à l'affaiblissement de l'hégémonie américaine<sup>18</sup>. Avec ses réserves de dollars et la montée de sa puissance économique, la Chine menace les États-Unis qui ont choisi le complexe militaro-industriel, les déficits, les interventions militaires coûteuses et douteuses et l'abandon de secteurs essentiels au développement économique (par exemple les infrastructures publiques, l'enseignement public de masse, la protection de l'environnement). Les dépenses militaires des États-Unis, qui assurent au pays une supériorité militaire forte mais théorique dans tous les cas de guerre asymétrique, ne peuvent enrayer la montée de la Chine dont le système mercantiliste de capitalisme d'État tire avantage du néolibéralisme destructeur américain<sup>19</sup>.

Raymond Aron avait parlé des États-Unis et de l'URSS comme étant des « adversaires-partenaires » et aujourd'hui les États-Unis et la Chine sont dans une relation semblable, mais dans laquelle le facteur économique ne joue plus autant en faveur des premiers qui avaient toujours dominé l'URSS sur ce plan pendant la guerre froide. Les États-Unis continuent de contrôler l'accès au pétrole du Moyen-Orient et pourraient provoquer un effondrement de l'économie chinoise s'ils fermaient leur marché aux importations de ce pays ou les réglementaient sérieusement. De son côté, la Chine est l'un des banquiers des États-Unis et conquiert des parts de marché et zones d'influence de par le monde. Obama, comme ses prédécesseurs, est contraint à une danse ambivalente avec ce nouvel adversaire-partenaire. Bush avait déjà dû s'excuser en avril 2001 à la suite de l'atterrissage forcé en Chine d'un avion-espion américain qui avait causé la mort d'un pilote chinois. Obama continue à gérer le rééquilibrage de la puissance entre ces deux pays, rééquilibrage rendu difficile par les dépenses militaires et le choix du néolibéralisme qui implique la financiarisation de l'économie<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> J'utilise le terme de ploutocratie dans son sens étymologique, selon la définition de Zinn « gouvernement des riches et puissants ». Voir sur ce plan l'ouvrage de Sheldon S. Wolin, *Democracy Incorporated; Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

<sup>19</sup> Voir Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing, Lineages of the Twenty-First Century*, New York, Verso, 2007. (*Adam Smith à Pékin: les promesses de la voie chinoise*, Paris, Max Milo, 2009).

<sup>20</sup> Il est assez difficile de savoir combien les États-Unis dépensent pour leurs forces armées. Récemment un article de *The Economist*

Les évolutions et/ou révolutions en Tunisie et en Égypte et dans tout le monde arabe sont trop récentes pour que l'on sache très précisément comment l'administration Obama les a vraiment gérées. Pour la Libye, les événements sont en cours, mais depuis la guerre de Cuba et des Philippines en 1898 jusqu'au Kosovo en 1999, la rhétorique humanitaire a une histoire problématique car elle masque des réalités fort peu humanitaires. La résolution de l'ONU a tout de suite été suivie de sa violation et d'une intervention visant à faire tomber un régime plutôt qu'à protéger des populations. Obama, ancien professeur de droit, ne respecte pas la loi américaine sur les déclarations de guerre et viole le *War Powers Act* de 1973<sup>21</sup>. La chute de Kadhafi fin août 2011 est présentée comme une victoire d'un peuple qui se soulève contre un tyran, mais il est clair que l'OTAN a gagné cette guerre non déclarée en bombardant, apportant aide logistique et armes à un groupe de rebelles fort disparates qui inclut des membres d'al-Qaida. Il est vraisemblable que les suites de cette intervention dite humanitaire soient aussi peu probantes qu'au Kosovo.

En Égypte, le revirement américain semble avoir été total puisque Moubarak, fidèle allié pendant trente ans, a été poussé vers la sortie et que les États-Unis ont semblé soutenir les protestataires. Néanmoins, les rapports étroits entre l'armée égyptienne et les États-Unis n'ont pas évolué et diverses informations confirment l'idée selon laquelle Obama a voulu préserver un système, c'est-à-dire une Égypte qui ne menace pas Israël et qui est gérée par l'armée, même si cela impliquait

---

(10 février 2011) indiquait que si ces dépenses ne cessaient d'augmenter (700 milliards de dollars), elles ne représentaient que moins de 5% du PNB. Néanmoins, ces dépenses sont réparties sur divers budgets et certaines sont secrètes, ce qui conduisait Joseph Stiglitz à estimer que le coût des guerres américaines s'élève à plus de 3 000 milliards de dollars. : Joseph E. Stiglitz et Linda J. Bilmes, *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of The Iraq Conflict*, New York, WW Norton, 2008.

On peut lire aussi Chalmers Johnson, *Blowback, The Costs and Consequences of American Empire*, London, Little, Brown and Co, 2000. et *The Sorrows of Empire; Militarism, Secrecy and the End of the Republic*, London & New York, Verso, 2004. L'auteur fait le point sur l'impérialisme des bases américaines.

<sup>21</sup> Voir l'article Bruce Ackermann, « Legal Acrobatics, Illegal War », *New York Times*, 20 juin 2011. [http://www.nytimes.com/2011/06/21/opinion/21Ackerman.html?\\_r=1&scp=2&sq=bruce%20ackerman&st=cse](http://www.nytimes.com/2011/06/21/opinion/21Ackerman.html?_r=1&scp=2&sq=bruce%20ackerman&st=cse)

le lâchage d'un individu trop discrédité auprès de la population. L'Égypte est aussi un pays où les États-Unis délocalisent la torture de certains prisonniers capturés en Afghanistan, torture supervisée par l'armée égyptienne. L'armée sous la direction du maréchal Tantaoui ne semble pas beaucoup aller dans le sens des révolutionnaires, mais plutôt s'acheminer vers un pacte avec les Frères musulmans, seule organisation fortement structurée. Même relation étroite entre l'armée tunisienne et les États-Unis qui ont des relais avec les nouveaux dirigeants en Tunisie. Obama montre, certes, qu'il comprend plus vite les enjeux que les dirigeants français et que les liens d'amitié avec les tyrans sont eux aussi soumis aux règles machiavéliennes habituelles de la géopolitique, mais, là encore, il ne s'écarte pas des voies tracées par ses prédécesseurs, de Carter à Bush. Les États-Unis sont toujours prêts à lâcher un dictateur trop contesté, mais à garder en place les structures politiques qui leur permettent d'exercer leur influence. Dans les récents discours d'Obama sur Israël et le Moyen-Orient, on sent que les lignes ont à peine changé, même si Obama tente de pousser le Premier ministre israélien vers un peu plus de réalisme afin de pérenniser la domination d'Israël sur la région<sup>22</sup>. Les évolutions sur le terrain impulsent les changements plus que la doctrine qui invoque la démocratie plus qu'elle ne la respecte. Si Obama a refusé la création d'un État palestinien dans son discours à l'ONU en septembre 2011, c'est en grande partie en raison de considérations de politique intérieure avant l'élection présidentielle de 2012 et de l'influence des soutiens au gouvernement israélien au Congrès. Une majorité d'Américains sont pourtant en faveur de la création de cet État, mais Obama a beaucoup à perdre en termes de financement électoral et de votes dans les États américains où l'influence pro-israélienne est importante lors d'élections nationales<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> Voir le discours tenu lors de la réunion de l'AIPAC le 22 mai 2011 qui montre qu'Obama n'est pas plus que ses prédécesseurs un « *honest broker* » (médiateur honnête) entre les parties mais très proche des positions israéliennes, par exemple sur la reconnaissance d'Israël comme État juif alors qu'aucun autre pays n'est reconnu sur ces bases.  
[http://www.nytimes.com/2011/05/23/world/middleeast/23aipac.html?\\_r=1&scp=1&sq=obama%20at%20aipac&st=cse](http://www.nytimes.com/2011/05/23/world/middleeast/23aipac.html?_r=1&scp=1&sq=obama%20at%20aipac&st=cse)

<sup>23</sup> <http://people-press.org/2011/09/20/palestinian-statehood-mixed-views-low-visibility/>

## Médias, groupes de pression et opinion publique

La fiction selon laquelle un homme seul, le président des États-Unis, décide des grandes orientations de la politique de son pays et utilise diverses institutions pour mettre en œuvre sa politique a beau avoir été déconstruite par de multiples travaux universitaires, elle continue de structurer les débats médiatiques et donc les perceptions dominantes. Cette fiction est évidemment une approche préférée des acteurs politiques et médiatiques car elle est simple, transforme le président en quasi-héros ou star ou en seul méchant, comme dans le cas de Bush en fin de mandat. Elle permet, comme nous l'avons vu, de psychologiser et de faire l'économie d'une analyse systémique complexe. Dans le cas de la politique étrangère des États-Unis, les acteurs qui la définissent sont nombreux. Souvent les politistes s'arrêtent à la description des diverses institutions qui concourent à la formulation de cette politique <sup>24</sup>. Ainsi ils évoquent le Congrès, les divers ministères dont celui des Affaires étrangères (State Department) et de la Défense qui sont souvent en conflit, ministères plus puissants que leurs équivalents français, les groupes de pression, qui comptent parmi eux le complexe militaro-industriel ou le secteur agricole.

Le Congrès américain, qui n'avait rien refusé à Bush, gêne Obama dans la gestion de sa politique tant intérieure, comme sur la réforme de la santé, que sur la politique étrangère, notamment sur le Moyen-Orient car le Congrès est très pro-israélien, comme sa réception du Premier ministre Netanyahu en mai 2011 en atteste. Depuis la perte de la majorité démocrate à la chambre des représentants et la perte de la super majorité de 60 voix au Sénat, la droite a pris encore plus de pouvoir. Début août 2011, Obama, qui pourtant avait d'autres options, a capitulé face aux demandes ultraréactionnaires du Tea Party lors du débat sur le plafond de la dette américaine. Ces exigences qui visent à casser les programmes sociaux intérieurs atteignent la base même de l'hégémonie américaine. Obama doit faire face à une droite déterminée et bien organisée, notamment au Congrès, mais il lui cède très facilement, ce qui mécontente ses partisans progressistes.

---

<sup>24</sup> Charles-Philippe David, Louis Balthazar, Justin Vaïsse, *La Politique étrangère des États-Unis: fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Il faut tenir compte également des divers groupes de conseillers à la Maison blanche, dans les ministères et les experts ou pseudo experts des *think tanks* (boîtes à idées), les universitaires qui pratiquent le système dit de la *revolving door* (tourniquet), c'est-à-dire qu'ils passent de leur poste à l'université à un rôle de conseiller du prince ou même de responsable politique comme Kissinger, Brzezinski, ou Nye. Ce système du tourniquet existe aussi entre les postes ministériels et les activités de lobbyiste, ce qui est habituel dans un système oligarchique où les élites forment un petit monde détaché de la société civile.

La multiplicité des pouvoirs, agences et conseillers rend la définition d'une politique complexe. Le système politique risque parfois la paralysie, mais en matière de politique étrangère, on peut noter une étonnante continuité depuis la Seconde Guerre mondiale organisée autour de la gestion de la superpuissance hégémonique et la lutte contre l'émergence de rivaux potentiels. Ainsi, entre la fameuse directive dite « NSC 68 » en 1950 et le document révélé par le *New York Times* le 8 mars 1992 rédigé par Wolfowitz (Defense Planning Guidance), puis la doctrine officielle de la *National Security Strategy* de 2002, on peut voir une grande continuité théorique<sup>25</sup>. Le monde change, la puissance américaine est en déclin et certaines adaptations sont nécessaires, mais le cadre intellectuel dans lequel les réflexions sont menées par divers acteurs reste assez stable. Il s'agit d'assurer au mieux l'hégémonie américaine. L'opinion est souvent peu ou mal informée, voire désinformée, comme lors de la propagande proguerre avant l'invasion de l'Irak en 2003 lorsque pouvoir et médias dominants ont répandu la peur en parlant d'armes de destruction massive inexistantes. L'opinion publique, dans ce que Sheldon Wolin appelle une « démocratie d'affaires » (*democracy incorporated* dans son titre op. cit.), n'est pas un facteur déterminant dans la formulation de la politique étrangère.

Le président et ses conseillers doivent donc tenir compte des forces des divers acteurs qui concourent à la formulation de la politique étrangère tout autant que des évolutions sur le terrain.

---

<sup>25</sup> Voir Noam Chomsky, *Hegemony or Survival; America's Quest for Global Dominance*, New York, Metropolitan Books, 2003. Chomsky avait publié un petit livre militant en 1992 intitulé *What Uncle Sam Really Wants*, Tucson, Odonian Press, qui reste très valable en tant que description des principes de la politique étrangère alors même que le monde a changé.

Pour comprendre ce qui semble étrange, voire irrationnel, d'un point de vue géopolitique, il faut tenir compte de ces facteurs de politique intérieure. On a beaucoup parlé de l'influence du lobby pro-israélien pour expliquer l'alignement des États-Unis sur Israël dans le conflit israélo-palestinien. Un livre a eu un retentissement énorme sur l'influence de ce lobby <sup>26</sup>, mais il faut tout de suite noter deux choses importantes : le lobby pro-israélien n'est pas un lobby ethnique à proprement parler puisque les chrétiens fondamentalistes en sont une composante importante et que ce lobby est très imbriqué avec le lobby du complexe militaro-industriel. Les lobbys ethniques n'ont d'influence notable que lorsque leurs objectifs croisent ceux des États-Unis. L'exemple le plus connu sur ce plan est le lobby cubain, et avant lui le lobby chinois <sup>27</sup>. Il n'y a pas de « lobby juif » mais un puissant lobby pro-israélien qui a une influence énorme sur le Congrès par l'efficacité d'une organisation centrale, AIPAC, mais aussi par ses liens avec l'industrie d'armement qui menace de fermer des usines dans les circonscriptions de députés susceptibles de « mal voter ». Le président américain n'est donc pas roulé dans la farine par le seul Premier ministre israélien comme on le dit souvent, mais il doit considérer la puissance politique et financière que peut mobiliser un lobby qui regroupe tant d'intérêts. Obama n'est pas plus contraint que Bush père ou Reagan sur ce plan, et s'il plie si facilement pour donner à Israël satisfaction dans presque tous les domaines, c'est que dans l'éventail des forces politiques internes, la balance penche très fortement du côté d'Israël, même si les jeunes juifs américains sont de moins en moins mobilisés par ce pays <sup>28</sup>. Il y a parfois des lignes de faille dans ce lobby ; ainsi en janvier 2010, le général Petraeus a déclaré que le soutien américain à Israël coûtait cher aux États-Unis, déclaration certes démentie par la suite mais qui indique que les lobbys, aussi puissants soient-ils, ont un pouvoir fluctuant <sup>29</sup>.

<sup>26</sup> Stephen Walt et John Mearsheimer, *The Israel Lobby and U. S Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007 (*Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2007).

<sup>27</sup> Tony Smith, *Foreign Attachments: the Power of Ethnic Groups in the Making of American Foreign Policy*, Harvard University Press, 2000.

<sup>28</sup> Peter Beinart, « The Failure of the American Jewish Establishment », *New York Review of Books*, 10 juin 2010.

<sup>29</sup> Voir : [http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2010/03/14/the\\_petraeus\\_briefing\\_biden\\_s\\_embarrassment\\_is\\_not\\_the\\_whole\\_story](http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2010/03/14/the_petraeus_briefing_biden_s_embarrassment_is_not_the_whole_story)

Sur la guerre en Irak, on sait que les divers groupes contribuant à la formulation de la politique étrangère n'étaient pas tous sur la même ligne et qu'une partie de l'armée voyait cette guerre d'un mauvais œil, ainsi que certains des conseillers de Bush père. Les groupes dominants ou « élites » ne sont pas homogènes. Les désaccords n'ont pas empêché la guerre, mais ont permis la manifestation de la vérité beaucoup plus rapidement que pour d'autres guerres. Le président n'est donc pas le décideur suprême, il est pris dans des réseaux de pouvoir et d'influence qui guident sa décision. Obama, comme tous les présidents soumis à réélection, doit s'occuper de ses chances électorales et se préoccuper de ses financements à chaque instant et donc prendre des décisions qu'il n'aura pas à regretter sur le plan électoral. Il a ainsi donné à l'armée, notamment au général McChrystal, tout ce qu'elle voulait en Afghanistan, c'est-à-dire des renforts. Le fait qu'il ait limogé ce général par la suite (juin 2010) car celui-ci avait fait des commentaires désobligeants à son égard, ne change rien sur le plan systémique. Le peuple américain est maintenant majoritairement opposé à la guerre en Afghanistan, mais cette opposition est une opposition d'opinion : il n'y a pas de mouvement antiguerre structuré et fort, comme au moment de la guerre du Vietnam, donc Obama peut donner satisfaction à ses généraux, plaire aux élites financières qui ont financé sa campagne en 2008 et au complexe militaro-industriel sans risquer très gros sur le plan électoral pour l'élection présidentielle.

La relation à la Chine, très liée à des considérations économiques internes, est aussi en partie déterminée par le jeu de l'oligarchie américaine. Obama souscrit au néolibéralisme destructeur d'emplois aux États-Unis et s'aligne donc sur les désirs des grandes entreprises américaines qui délocalisent. Le monde syndical ne pèse pas lourd dans le système politique américain. Depuis l'arrêt de la Cour suprême dit *Citizens United* en janvier 2010, il n'y a plus de limites financières à respecter dans les campagnes électorales puisque les grandes sociétés sont assimilées à des individus qui bénéficient du droit à la

---

Sur les lobbies en général, voir les passages du livre dirigé par Anne Deysine, *États-Unis ; Une nouvelle donne*, op. cit., p. 73-82, ainsi que le chapitre « Lobbies, Corridors and Seats of Power » dans le livre de Susan George, *Hijacking America, How the Religious and Secular Right Changed What Americans Think*, Cambridge (GB) Polity Press, 2008. En français : *La Pensée enchaînée : comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amérique*, Paris, Fayard, 2007.

libre expression, libre expression qui passe par les dons aux partis politiques. Cet arrêt, en quelque sorte, officialise la démocratie ploutocratique et permet les attaques en règle contre les syndicats et tout mouvement progressiste. Obama l'a critiqué, mais il est pris dans le jeu financier oligarchique qui régit la vie politique.

Les mouvements progressistes sont faibles, présents dans les grandes villes surtout et se mobilisent pour des causes spécifiques. Ils avaient pris position pour Obama en 2008 et estimaient, à juste titre, que l'élection d'un homme de couleur représentait un progrès. La déception qui s'est installée parmi eux, notamment en ce qui concerne la grande continuité de la politique étrangère entre 2006 et la présidence Obama, est en partie fondée sur les lunettes réductrices fournies par le multiculturalisme. Très souvent cette déception prend un tour personnel : Obama n'a pas de moelle épinière, disent-ils, il lâche tout devant la droite ou le lobby pro-israélien. Il est vrai qu'Obama aurait certainement pu se battre plus pour une vraie assurance santé, s'imposer plus face à Israël et ne pas reconduire les réductions d'impôts pour les riches mises en place par Bush. Il pourrait refuser les politiques de réduction des déficits creusés par les dépenses militaires et les réductions d'impôts injustes et adopter une politique keynésienne de relance par l'investissement dans les secteurs qui bénéficient à l'ensemble de la population (santé, enseignement, réindustrialisation). Obama parfois n'utilise pas un soutien populaire important pour certaines mesures, comme l'assurance santé, et il ne prend pas position clairement sur certains sujets comme la possession d'armes à feu. Si l'on privilégie une approche systémique cependant, il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles le président qui gouverne au centre ne se déplace pas plus à gauche. Contrairement à Roosevelt, ou Johnson sur les problèmes de droits civiques, Obama n'a pas un fort mouvement social progressiste sur lequel s'appuyer ou qui le pousserait vers la gauche (même si les mobilisations du Wisconsin début 2011 indiquent un réveil militant). Au contraire, la droite et l'extrême droite ont réussi à capter le légitime mécontentement populaire qui s'exprime selon des modalités racistes, xénophobes ou réactionnaires.

Le fameux *Tea Party* (ou *Tea Parties* car il y a plusieurs groupements politiques sous une étiquette semblable) qui accuse Obama d'être musulman, marxiste, socialiste, communiste et/ou anti-américain, est financé par des milliardaires comme les frères Koch qui dirigent le groupe de propagande probusiness *Americans for Prosperity* et viennent du milieu ultraréactionnaire

de la *John Birch Society*<sup>30</sup>, et actionné par des médias comme *Fox News* qui ne sont pas des organes d'information mais uniquement des organes de propagande réactionnaire. Les vedettes de la *talk radio* (programmes de parlottes souvent xénophobes, racistes et toujours d'extrême droite sur la bande AM) comme Glenn Beck ou Rush Limbaugh alimentent des campagnes de diffamation permanente d'Obama, des *liberals* et bien sûr des progressistes qu'ils appellent des idiots (*loony left*). Les médias sont un instrument essentiel de la « fabrique du consentement » et sont la propriété de grands groupes économiques. Obama n'a pas tous les médias dominants contre lui mais Murdoch utilise *Fox News* comme machine de guerre contre tous les progressistes et contre le président. Le même phénomène avait déjà eu lieu sous la présidence Clinton qui n'était pas progressiste non plus. Obama a beau être le candidat de la finance et continuer la politique étrangère agressive, illégale et meurtrière de ses prédécesseurs, il n'est pas encore assez à droite pour les ultras. Alors qu'il offre des cadeaux en armes, en argent et en vetos à l'ONU à Israël, on fait croire qu'il n'aime pas ce pays. Alors qu'il obéit au complexe militaro-industriel, on le présente comme une lavette et il s'évertue à montrer que ce n'est pas le cas<sup>31</sup>. Sur sa droite, Obama a des puissances d'argent, des mouvements religieux ou politiques mobilisés, organisés et riches qui sont parfois traversés de courants racistes. Le point d'équilibre centriste dans ce paysage politique là est donc très déporté vers la droite et Obama, homme politique opportuniste qui dépend des financements de certains secteurs du monde des affaires ne peut tout simplement pas se montrer progressiste dans les domaines qui touchent au cœur de la ploutocratie. Il peut obtenir l'égalité de traitement des homosexuels dans l'armée mais pas une assurance santé universelle. Il peut faire un discours

<sup>30</sup> Lire l'article de Frank Rich « The Billionaires Bankrolling the Tea Party » publié par le *New York Times* le 28 août 2010.

<http://www.nytimes.com/2010/08/29/opinion/29rich.html>

<sup>31</sup> Sur les rapports entre diverses institutions et notamment sur la montée en puissance des militaires, on peut lire le livre de Bruce Ackerman, *The Decline and Fall of the American Republic*, Cambridge, Harvard U. P., 2010, et notamment le chapitre intitulé « The Politicized Military ». L'auteur montre que même Bush a subi l'influence grandissante des généraux, notamment de David Petraeus qu'Obama a choisi en remplacement de McChrystal pour mener les opérations en Afghanistan.

apparemment généreux au Caire en 2009 pour tenter de relancer le dialogue avec le monde musulman, mais il ne peut pas faire avancer le projet d'un État palestinien vivant en paix à côté d'Israël. Dans ce discours, il demandait explicitement l'arrêt des constructions israéliennes, mais ne dénonçait que la violence du Hamas. Sa politique étrangère est à l'image de ce centrisme prudent et il serait erroné de lui en faire un reproche personnel. L'art du possible est le point d'équilibre entre toutes les forces. On pourrait évoquer la fameuse boutade d'Alexandre Ledru-Rollin : « Il faut bien que je les suive, puisque je suis leur chef ». Ceux qu'Obama suit ne sont pas la masse de ses électeurs mais ceux qui ont rendu sa candidature puis son élection possibles et ceux qui ont le pouvoir financier, médiatique et politique de dicter leur ligne.

Pour conclure ce tour d'horizon rapide, il convient d'évoquer à nouveau les changements géopolitiques induits par la montée en force de nouvelles puissances et le déclin relatif des États-Unis. En dépit des lignes de force de la politique étrangère américaine, les États-Unis ne peuvent plus s'imposer aussi facilement partout dans le monde. Ils n'ont pu éviter la détérioration des rapports entre la Turquie et Israël, deux proches alliés, ils n'ont pu bloquer le Brésil et la Turquie dans leurs efforts de médiation avec l'Iran, ils n'ont pu renverser Chavez au Venezuela, comme Bush l'avait tenté en 2002, ils ne peuvent empêcher le Premier ministre irakien d'avoir des rapports cordiaux avec l'Iran, ils ne peuvent se faire obéir du président afghan qu'ils ont installé au pouvoir et qui bénéficie d'une vaste système de corruption, truque les élections et entretient des rapports avec certains talibans. Ils ont dû se résigner, comme le président français, à une victoire russe en Géorgie en 2008. L'hégémonie américaine est indéniablement battue en brèche. Par rapport à 1945, lorsque les États-Unis contrôlaient la moitié des richesses du monde, la perte d'influence est notable. C'est, d'après Immanuel Wallerstein, ce déclin de la puissance économique américaine qui explique la fuite en avant militaire pour tenter de maintenir une hégémonie chancelante <sup>32</sup>. Cette fuite en avant qu'Obama n'a pas arrêtée,

---

<sup>32</sup> Immanuel Wallerstein, *The Decline of American Power*, New York, New Press, 2003 ; voir aussi son article « The Eagle has crash-landed », *Foreign Policy*, juillet-août 2002 ainsi que *Alternatives, The United States Confronts the World*, Boulder, Colorado, Paradigm Publishers, 2004 et « The Curve of American Power », *The New Left Review*, July-August 2006, pp. 77-94.

affaiblit la puissance économique américaine, renforce la Chine et se conjugue avec une mondialisation qui dessert les peuples au profit des élites milliardaires, quelles que soient leur nationalité ou leur appartenance ethnique. Obama n'a pas créé ce cercle vicieux du déclin, il doit le gérer et il semble en être conscient, contrairement à son prédécesseur immédiat, mais il a choisi de se lier les mains en optant pour les politiques économiques qui plaisent à ses banquiers et au monde des affaires. Ce choix est, bien évidemment contraint, lui-même.

Le président américain se retrouve pris dans une série de contraintes ou de dilemmes. La perte d'influence à l'étranger lui est imputée, alors qu'elle résulte principalement du néolibéralisme choisi par ses critiques, néolibéralisme qu'il ne rejette d'ailleurs pas. Il ne veut pas donner l'impression d'être faible et de ne pas assurer la lutte contre le terrorisme en Afghanistan ou au Pakistan, mais cela implique que les ressources nécessaires à un ralentissement du déclin sont dévoyées. Il veut donner des gages à ses soutiens financiers sans perdre les électeurs des classes défavorisées ou de la classe moyenne. Alors, il soutient parfois des mesures antisyndicales lorsqu'il fait baisser les salaires des employés de l'État ou socialement injustes, et déplace la rhétorique du progressisme vers des enjeux de société. En politique étrangère, il fait le grand écart entre Reagan et King, son discours oscille entre la parole progressiste et pacifique, d'une part, et sa réaffirmation de la « guerre juste », d'autre part <sup>33</sup>. Il préside aux destinées des États-Unis à un moment particulièrement difficile car les guerres de Bush, fuite en avant militaire, ont accéléré le processus de déclin de la puissance américaine et il doit accompagner le retrait hégémonique. Il tente de le faire en s'appuyant sur des forces qui ne lui sont pas acquises, comme le complexe militaro-industriel, en utilisant ses talents d'orateur, qui sont grands, mais sans avoir à compter avec un mouvement progressiste fort.

Il est possible qu'Obama se sente plus progressiste que ne le laisse voir sa politique, probable qu'il soit plus sympathique que George W. Bush et il est positif qu'un homme de couleur occupe le poste de président. Tout ceci importe finalement très peu lorsqu'Obama utilise le veto des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU pour protéger Israël de la condamnation quasi-générale du monde qui réproouve la construction de colonies

---

<sup>33</sup> Lire l'article de David Bromwich, « Obama: His Words & His Deeds » dans le *New York Review of Books* du 14 juillet 2011, pp. 8-12.

illégalles en Palestine. Obama est alors perçu comme un président américain qui ne diffère pas des autres, qui ne se soucie pas de justice, de paix, de respect du droit ou d'amélioration des relations avec le monde arabo-musulman. Tous ses discours antérieurs apparaissent comme creux, de la pure rhétorique. Le fait que la droite américaine diabolise Obama, critique son attitude en Égypte ou continue à douter de son soutien indéfectible à Israël, n'a aucun impact sur les perceptions en dehors des États-Unis. Sa « race » (appartenance ethnique) n'a joué un rôle favorable dans ces perceptions que durant un court laps de temps. Les enjeux systémiques dépassent de loin la déception des progressistes ou les élucubrations haineuses du *Tea Party*.

L'assassinat ciblé de Ben Laden le 2 mai 2011 illustre fort bien les positions d'Obama et les conditions de sa popularité. La loi américaine interdit les assassinats même en temps de guerre. Il est clair que les États-Unis auraient pu arrêter celui qui est responsable des attentats du 11 septembre et le juger, ce qu'une démocratie respectueuse du droit aurait dû faire <sup>34</sup>. Obama et son équipe ont choisi la liquidation physique, ce qui a immédiatement fait taire ceux qui voyaient en lui un nouveau Carter faible et fait grimper sa popularité. Ben Laden en tant que force politique était, comme le souligne Gilles Kepel, déjà mort, mais sur le plan symbolique, son assassinat s'est révélé porteur pour Obama <sup>35</sup>. Dans la sphère machiavélique de la géopolitique et de la défense des intérêts du prince, il a choisi la voie de la force contre le droit, la voie du symbole et de la ruse plutôt que de la justice ou de l'efficacité antiterroriste. En effet, un arrêt des massacres occasionnés par les drones serait plus porteur pour dissuader des terroristes éventuels. Si ses actions se plaçaient sur le plan éthique et juridique, ses décisions auraient été fort différentes. Seule une petite minorité de critiques de gauche s'est émue des violations du droit par le président d'un pays qui ne cesse d'évoquer le droit et la démocratie dans des discours de politique étrangère. N'ayant pas d'opposition de gauche, Obama peut donner des gages à la droite militariste même si en fait il tue un homme déjà mort.

---

<sup>34</sup> Voir l'article de Marjorie Cohn, « The Targeted Assassination of Osama Bin Laden », 10 Mai 2011.

[http://www.huffingtonpost.com/marjorie-cohn/the-targeted-assassination-osama-bin-laden\\_b\\_859724.html](http://www.huffingtonpost.com/marjorie-cohn/the-targeted-assassination-osama-bin-laden_b_859724.html)

<sup>35</sup> « Ben Laden Was Dead Already », *New York Times*, 8 mai 2011.

Obama s'est inscrit dans la continuité de la politique étrangère américaine, c'est-à-dire la « grande stratégie impériale » (Chomsky) mais aujourd'hui il accompagne le déclin hégémonique des États-Unis et donc n'a pas tous les atouts de ses prédécesseurs comme Truman ou Eisenhower. Son œil rivé sur ses chances électorales, et donc son financement, fait de lui un prisonnier intelligent et volontaire des règles du jeu géopolitique américain. Prisonnier volontaire des classes dominantes, il ne peut faire dérailler la montée en puissance de la Chine ; prisonnier du lobby pro-israélien qui est une composante du complexe militaro-industriel, il ne peut faire avancer la paix au Proche-Orient. William Pfaff note « qu'on peut dire des États-Unis ce que l'on disait autrefois de la Prusse : que c'est un État possédé par son armée »<sup>36</sup>. Obama n'a pas créé cette situation, mais son action en Afghanistan confirme qu'il en est un prisonnier volontaire. La politique étrangère des États-Unis changera plus sous les effets des évolutions à l'étranger que grâce aux impulsions données par un président, certes cultivé, charismatique et brillant, mais qui ne veut pas casser le moule dans lequel il s'est coulé pour arriver là où il est. Il a annoncé en avril 2011 sa candidature à l'élection de 2012 et espère collecter un milliard de dollars auprès de riches donateurs.

## Encart

### La mort de Ben Laden comme phénomène révélateur

Gary Wills dans un livre récent *Bomb Power*<sup>37</sup> rappelle les activités du comité Church dans les années 1970 qui dénonçait les nombreuses activités illégales de la CIA et notamment les assassinats illégaux ou les tentatives d'assassinat de nombreux dirigeants étrangers. Durant la période qui a suivi la guerre du Vietnam, les États-Unis ont connu une courte période durant laquelle l'éthique et la légalité furent considérées comme importantes et devant primer sur la soi-disant efficacité en matière de politique

<sup>36</sup> « Manufacturing Insecurity How Militarism Endangers America », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2010.

<sup>37</sup> *The Modern Presidency and the National Security State*, New York, Penguin Books, 2010.

étrangère. Les Américains qui croyaient à l'exceptionnalisme moral de leur pays furent choqués d'apprendre que leurs dirigeants n'avaient cessé de planifier l'assassinat de dirigeants étrangers. L'exécution ciblée d'Oussama Ben Laden fut au contraire saluée par des cris de joie et un enthousiasme de la part de la population mais aussi de journalistes, y compris parfois ceux classés à gauche comme Eric Alterman de *The Nation*<sup>38</sup>. Les considérations juridiques et éthiques étaient bel et bien oubliées. Il y a certes une différence entre tuer un dirigeant élu démocratiquement comme Salvador Allende au Chili et tuer un homme qui est responsable de la mort de nombreux innocents, Américains ou autres. Cependant dans une démocratie qui affirme être « dirigée par des lois et non des hommes », il est étrange et perturbant que l'on ne parle pas de la violation de la loi, loi américaine comme loi internationale. Il ne fait aucun doute que Ben Laden était un terroriste et responsable de crimes mais le président de la superpuissance américaine qui veut exporter la démocratie se devait de respecter la loi.

L'administration américaine a changé les versions de la mort de Ben Laden, prétendant d'abord qu'il avait tenté d'utiliser des armes puis affirmant qu'il n'était pas armé. Il aurait donc pu être arrêté et jugé par un tribunal, c'est-à-dire bénéficier de ce que les Américains appellent *due process*, un procès équitable. Les foules qui ont crié « USA! USA! USA! » voulaient la vengeance plutôt que la justice. Obama a déclaré « justice est faite » sachant très bien, puisqu'il fut professeur de droit, que la justice n'est pas la vengeance ni la vindicte populaire, il a joué les sondages contre la loi.

Un procès de Ben Laden aurait permis de mieux comprendre le fonctionnement d'une organisation terroriste et aurait pu permettre à une nouvelle Hannah Arendt de révéler de nouveaux aspects de la « banalité du mal ». Il aurait aussi montré que Ben Laden avait été en grande partie créé par l'aide américaine aux *moudjahidin* encouragés par Zbigniew Brzezinski avant même l'entrée en guerre des Soviétiques en Afghanistan. Il aurait montré comment celui qui fut présenté comme l'ennemi numéro un des États-Unis et un « monstre » avait été un allié et un protégé, tout comme

<sup>38</sup> « Bin Gotten », 23 mai 2011.

Saddam Hussein ou Noriega avant lui. L'assassinat de Ben Laden ne constituait pas une nécessité militaire mais plutôt une nécessité électorale. Les démocraties qui utilisent des moyens illégaux ressemblent à leurs ennemis. La disparition du corps de Ben Laden par, dit-on, immersion dans la mer, la non-publication de photos fait de Ben Laden un « disparu » au sens argentin du terme qui évite les questions gênantes sur la relation entre États-Unis et Arabie Saoudite, mais ne peut avoir que peu d'impact sur la fameuse guerre contre le terrorisme tant que les drones continuent à tuer et alors que Ben Laden avait perdu sa déjà faible influence sur les peuples arabes. Peuples qui aspirent à la liberté et au respect du droit en dehors de la justice militaire.

Le code de l'opération d'élimination du chef terroriste déjà mort était « Geronimo », du nom d'un chef indien qui fut emprisonné pour avoir résisté à la confiscation des terres de son peuple, les Apaches, et est mort dans les geôles américaines. Cette désignation montre la prégnance d'un imaginaire colonial et impérialiste qui affecte même le président pourtant en partie issu d'un groupe paria aux États-Unis, les Afro-Américains. C'est un symbole parlant de la façon dont Obama se coule dans le moule institutionnel américain même lorsque les connotations racistes du vocabulaire employé sont patentées.

Ben Laden est un criminel mais que dire de ceux qui comme Bush et Blair ont menti à leurs populations pour lancer des guerres qui ont conduit à des milliers de morts, notamment d'enfants et de femmes non combattants, à des milliers de blessés, à des destructions massives de villes et villages, à des assassinats, à la destruction du système de santé en Iraq. Ne sont-ils pas eux aussi des criminels de guerre selon les définitions du tribunal de Nuremberg? Seront-ils jamais jugés? Madeleine Albright avait expliqué le 12 mai 1996 que même si les sanctions contre l'Iraq après la guerre du Golfe en 1991 avaient occasionné la mort de 500 000 personnes, elles « valaient le coup »<sup>39</sup>. Tous les morts en

---

<sup>39</sup> Voir la vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=FbIX1CP9qr4>  
<http://www.zerohedge.com/article/full-barack-obama-60-minutes-interview-and-complete-transcript?page=1>

Afghanistan puis en Iraq valent-ils aussi le coup? Les mensonges d'État seront impunis, mais l'assassinat spectacle d'un chef terroriste permet de se forger une image de héros. Obama évite ainsi une « carterisation » et le risque d'être perçu comme un président faible ou une lavette mais il jette la justice aux orties et préfère la vengeance qui viole les fondements mêmes de la démocratie.

La mort de Ben Laden montre que la guerre n'était pas la réponse appropriée aux attentats du 11 septembre, attentats que Chomsky avait à juste titre qualifiés de crimes contre l'humanité. Une opération de police visant à capturer les coupables puis à les juger aurait évité les carnages afghans et irakiens et permis de respecter les règles élémentaires de la démocratie, précisément le système que les États-Unis disent vouloir exporter dans le monde entier. La mort de Ben Laden n'aura pas beaucoup d'impact sur le terrorisme, mais la poursuite des bombardements à partir de drones et la violation répétée des souverainetés nationales ne peuvent que confirmer l'hostilité aux États-Unis dans les pays où les morts d'innocents se multiplient, morts qualifiées de façon orwellienne de « dommages collatéraux ».

Obama est appelé parfois par des auteurs de gauche, « le commandé en chef » au lieu de « commandant en chef » des forces armées américaines. Sur l'assassinat ciblé de Ben Laden, il a montré que ses cours de droit n'informaient pas ses décisions et qu'il était prêt à faire ce que le complexe militaro-industriel et médiatique appelait de ses vœux. Il a violé le droit, la justice et la démocratie au nom d'un pragmatisme de calcul électoral. Comme Bush, il a préféré une justice de Far West, c'est-à-dire une intervention extralégale, plutôt que ce que le droit et la justice imposaient. Cette posture l'a rendu plus populaire dans un paysage politique très déporté à droite, elle s'inscrit dans le sillage de son prédécesseur et confirme la perception d'un président prisonnier volontaire d'une structure de pouvoir dans laquelle le président n'est pas celui qui décide. Dans un entretien à CBS dans l'émission *60 Minutes* le 4 mai 2011, il a psychiatrisé ceux qui ont osé critiquer son action en disant « qu'ils devraient se faire examiner la tête »<sup>40</sup>. La psychiatrisation des critiques

---

<sup>40</sup> « J'avais beau être tendu à propos de tout ce processus, il y a une chose qui ne m'a pas causé d'insomnie, c'est la possibilité d'éliminer Ben Laden. Justice a été faite. Et je crois que quiconque remettrait en question le fait que le responsable de crimes de masse sur le sol américain ne méritait pas ce qui lui est arrivé devrait se faire examiner la tête. »

n'est visiblement pas l'apanage des régimes totalitaires même si ici Obama l'utilise comme métaphore. Obama est un président américain machiavélien comme un autre, qui connaît parfaitement l'intrication des divers pouvoirs militaro-oligarchiques qui l'encadrent et sait en jouer à son avantage électoral. Cet assassinat ciblé va peut-être permettre aux États-Unis de se retirer lentement de l'Afghanistan en déclarant victoire. Aujourd'hui, même le consensus guerrier chez les républicains craque et, comme pour le Vietnam, le monde des affaires commence à trouver le coût de la guerre un peu trop élevé. Obama suit peut-être une trajectoire à la Nixon: intensification de la guerre puis retrait progressif lorsque le monde des affaires change d'orientation.